

Des dizaines de terroristes tués dans le Sinaï

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4597 - Mardi 9 octobre 2018 - Prix : 10 DA

Conditions de vie à Béjaïa
Le trafic routier
paralysé sur les deux
routes nationales

Page 24

La santé met une application mobile à la disposition des citoyens

Siha-DZ sera-t-il plus sérieux que le site officiel du ministère ?

Page 2

**Au Brésil,
un front
républicain
pour endiguer
la marée noire**

Par Mohamed Habili

Crédité de 29% des intentions de vote, Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite, a finalement obtenu près de 47% des voix lors du premier tour de l'élection présidentielle au Brésil de dimanche dernier. Ce qui le place loin devant son rival du Parti des travailleurs, Fernando Haddad, qui a réalisé le score de 29%, cependant de 7 points supérieur à celui que les sondages lui prêtaient la veille. Comme au Brésil le vote est obligatoire, on peut dire que chacun des deux principaux candidats, qui s'affronteront au deuxième tour dans trois semaines, a fait le plein des voix de son camp. Pour l'emporter finalement, chacun d'eux a donc besoin de rassembler sur son nom au-delà de sa famille politique, mais également de conserver en entier les voix engrangées lors du premier tour. A voir l'avance de Bolsonaro, qui n'a besoin que 3% de voix supplémentaires plus une voix pour l'emporter, on serait tenté de penser que les jeux sont déjà faits. 47% de voix, ou presque, pour ainsi dire d'entrée de jeu, sur un candidat d'extrême droite (comme il se doit raciste, misogyne et homophobe), cela ressemble fort en effet à une dynamique irrépessible, en l'occurrence à une marée noire. Pourtant rien n'est encore perdu pour Fernando Haddad et pour la démocratie au Brésil. Ce à quoi aspiraient Bolsonaro et ses supporters, c'est à une victoire dès le premier tour.

Suite en page 3

Près de 1 000 milliards de dinars injectés dans l'économie

Plus de la moitié des crédits accordée au privé



PH/D. R.

Les crédits accordés au secteur privé (entreprises et ménages) se sont accrus de 4,35%, passant à 4 766,8 mds DA à fin juin 2018 contre 4 568,3 mds DA à fin décembre 2017. Lire page 2

Colloque

L'UE salue la «qualité» des réformes dans le secteur de la Justice en Algérie

Page 24

Promotion de la langue arabe

Six projets en cours de concrétisation

Page 13

Action législative Les parlementaires en formation sur l'égalité des sexes

UNE SESSION de formation a été organisée lundi à Alger, au profit de parlementaires de l'Assemblée populaire nationale (APN) et de membres du Conseil de la nation sur l'égalité des sexes dans l'action législative, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération entre l'Algérie et l'ONU pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Cette session de trois jours vise à «renforcer les capacités des parlementaires (femmes et hommes) dans le domaine législatif concernant les droits de la femme contenus dans la législation nationale ou les conventions internationales», a indiqué la coordinatrice nationale du programme ONU-Femmes, Imane Hayef.

Des experts nationaux et étrangers évoqueront durant cette session plusieurs thèmes et études portant sur les mécanismes internationaux pour la promotion de la femme et de ses droits socio-économiques. Il sera question également de présenter plusieurs expériences sur la participation politique de la femme, a indiqué la responsable, qui a mis l'accent sur l'importance de cette session, eu égard au rôle des parlementaires dans la législation et l'examen des lois.

L'experte en droit, Ait Zaï, a indiqué que la «législation algérienne garantit les droits fondamentaux politiques, économiques, sociaux et culturels de la femme prévus dans la Constitution», soutenant que la «législation algérienne incrimine également la discrimination entre les deux sexes et met en place des mécanismes pour y faire face».

Un programme entre l'Algérie et l'ONU pour le renforcement effectif de l'égalité des sexes a été lancé en octobre 2015. Le programme vise à soutenir les mécanismes nationaux et activer l'égalité des droits entre l'homme et la femme, conformément aux législations nationales et engagements internationaux de l'Algérie dans ce domaine.

M. L.

Près de 1 000 milliards de dinars injectés dans l'économie

Plus de la moitié des crédits accordée au privé

■ Les crédits accordés au secteur privé (entreprises et ménages) se sont accrus de 4,35%, passant à 4 766,8 mds DA à fin juin 2018 contre 4 568,3 mds DA à fin décembre 2017.

Par Meriem B.

Les crédits accordés par les banques pour financer l'économie, dont plus de la moitié a été accordée au secteur privé, ont enregistré une hausse, a annoncé la Banque d'Algérie. Les crédits à l'économie se sont établis à 9 408,1 milliards de dinars à fin juin 2018 contre 8 880 mds DA à fin décembre 2017, en hausse de 528 mds DA correspondant à une augmentation de 6% entre les deux périodes de comparaison. Concernant la structure des crédits par secteur juridique, il est observé que la part des crédits au secteur public est passée à 49,3% à fin juin 2018 contre 48,55% à fin décembre 2017, tandis que celle des crédits au secteur privé (y compris les ménages) est passée à 50,67% à fin 2018 contre 51,44% à fin décembre 2017. Ainsi, les crédits bancaires accordés au secteur économique public ont atteint 4 640,7 mds DA à fin juin 2018 contre 4 311,3 mds DA à fin décembre 2017, soit une hausse de 7,64%. Quant aux crédits accordés au secteur privé (entreprises et ménages), ils se sont accrus de 4,35%, passant à 4 766,8 mds DA à fin juin 2018 contre 4 568,3 mds DA à fin décembre 2017. Les crédits accordés aux ménages, essentiellement des crédits hypothécaires (achats de logements essentiellement), ont atteint 716,4 mds DA à fin juin 2018 contre 656,7 mds DA à fin décembre 2017 (+9,1%). Concernant l'évolution de la structure des crédits, elle indique la prédominance des crédits à long terme, principalement ceux accordés aux entreprises publiques du secteur de l'éner-



PHD.R.

gie. Ainsi, la part des crédits à court terme est passée à 26,87% à fin juin 2018 contre 25,88% à fin 2017, celle des crédits à moyen terme à 18,62% contre 20,77% et celle des crédits à long terme à 54,51% contre 53,35%.

Stabilité des liquidités bancaires, creusement du déficit budgétaire

Après les baisses enregistrées en 2015 et 2016, la liquidité bancaire «s'est relativement stabilisée» après le lancement des opérations d'open market d'injections de liquidités à partir de mars 2017, pour ensuite croître fortement dès novembre 2017, «après la mise en œuvre du financement non conventionnel», relève la Banque d'Algérie. La liquidité bancaire avait atteint 1 380,6 mds DA à fin 2017, soit une croissance de 68,2% par rapport à son niveau de fin 2016 qui était de 821 mds DA. Selon la même source, «en prévision de l'accroissement de l'excès de liquidité avec les nouveaux

achats directs de titres du Trésor au début de l'année 2018 (1 400 mds DA), la Banque d'Algérie a, pour prévenir toute poussée inflationniste, repris les opérations d'open market d'absorption de la liquidité à différentes échéances en janvier 2018 et a relevé le taux de réserves obligatoires de 4% à 8% au même mois». Cette conduite de la politique monétaire «a stabilisé l'encours de la liquidité bancaire autour de 1 500 mds DA entre janvier et juin 2018», souligne la même source. Par ailleurs, dans un contexte de légère baisse des exportations d'hydrocarbures en volume, la hausse du prix moyen du pétrole au cours des 5 premiers mois de 2018, par rapport à la même période de 2017, s'est traduite par une augmentation des recettes fiscales pétrolières à 1 179 mds DA à fin mai 2018 contre 955,4 mds DA à fin mai 2017. Cette hausse de la fiscalité pétrolière, conjuguée à l'augmentation des recettes non fiscales (dont notamment les dividendes versés par la Banque d'Algérie) qui sont passées de

919 mds DA à fin 2017 à 1 000 mds DA à fin mai 2018, a porté les recettes budgétaires totales à 3 426,6 mds DA à fin mai 2018 contre 3 171,3 mds DA à fin mai 2017. Cependant, la hausse substantielle des dépenses totales, qui ont atteint 4 079 mds DA à fin mai 2018 (contre 3 222,5 mds DA à fin mai 2017), a abouti à un «creusement du déficit budgétaire» qui a atteint 652,4 mds DA à fin mai 2018 contre 151,2 mds DA à fin mai 2017. Selon la Banque d'Algérie, la «forte hausse» des dépenses budgétaires totales est liée, pour l'essentiel, à celle des opérations en capital (dotations des Comptes d'affectation spéciale, bonifications des taux d'intérêt, règlement des créances sur l'Etat et contribution du budget de l'Etat au profit de la Cnas) et beaucoup moins aux dépenses d'investissement de l'Etat. Quant à l'encours du financement non conventionnel du Trésor par la Banque d'Algérie, il est demeuré, à fin juin 2018, identique à celui de fin mars 2018, soit 3 585 mds DA.

M. B.

La santé met une application mobile à la disposition des citoyens

Siha-DZ sera-t-il plus sérieux que le site officiel du ministère ?

Le ministère de la Santé a mis à la disposition des citoyens une application Siha-DZ qui permet notamment de localiser au niveau national les officines pharmaceutiques ouvertes de jour et celles de garde.

Désirant être plus proche du citoyen et le tenir informé à n'importe quelle heure de la journée et en n'importe quel lieu, le ministère de la Santé a indiqué dans un communiqué qu'une application mobile est mise à la disposition des citoyens. Elle permettra notamment de localiser, au niveau national, les officines pharmaceutiques ouvertes de jour et celles de garde. Elle permettra également aux citoyens de localiser au niveau national dans leurs téléphones mobiles les établissements hos-

pitaliers et leurs activités médicales, chirurgicales et d'urgences et les structures de proximité (polycliniques et salles de soins), précise la même source. Cette application est téléchargeable depuis Google Play store et le site du ministère de la Santé. À ce propos, parlant du site officiel du ministère de la Santé, à l'image de la majorité des sites officiels des autres ministères, on remarque très vite en les consultant qu'ils sont rarement, pour ne pas dire jamais, mis à jour. Les derniers communiqués sont souvent datés d'au moins avril dernier, d'autres ont trois ans de retard. Une journaliste qui a l'habitude de consulter les sites ministériels pour confirmer certaines informations ou même de chercher des communiqués

ministériels, nous confie que «rares sont les ministères qui mettent leurs sites à jour. C'est vraiment un casse-tête de ne pas trouver confirmation à notre information quand les chargés de communication sont en réunion ou qu'on ne trouve pas un contact du ministère». Elle ajoute que «l'absence de mise à jour et le laisser-aller donnent une image négative du service de communication de ces ministères qui sont censés être explicites et communicatifs des différents événements et activités qu'organisent ces institutions». Un étudiant en deuxième année de Master communication, dont le mémoire pour sa licence portait sur l'efficacité des sites ministériels dans l'information des citoyens, nous affirme que dans sa recherche il a trouvé

que, selon les étudiants en communication et journalistes questionnés, «la majorité des ministères ne prennent pas en charge et ne mettent pas à jour leurs sites», bien qu'ils soient une façade de leur ministère. Il ajoute que la majorité des personnes qui ont visité ces sites ont été déçues du contenu. «On y trouve des communiqués qui datent d'il y a longtemps, les forums ne sont pas communiqués sur ces sites ainsi que les événements ministériels prévus dans la semaine», indique ce même étudiant, ajoutant qu'il avait choisi ce thème car lui aussi a été, et est toujours, confronté à ce problème quand il fait une recherche sur un thème précis.

Thinhinene Khouchi

Parce qu'«incapable actuellement de proposer des solutions»

Messahel revient à la charge pour la réforme de la Ligue arabe

■ Parce qu'«incapable actuellement de proposer des solutions, ouvrant ainsi la voie à l'imposition de solutions externes aux conflits dont souffrent certains de ses pays», Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères, a encore une fois insisté sur l'importance d'une réforme au sein de l'Organisation panarabe. C'était hier, lors de son passage à la Chaîne I de la Radio nationale, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la diplomatie.

Par Lynda Naili

A ce titre, affirmant que «la diplomatie algérienne a réalisé de grands exploits depuis l'intégration du pays au concert des nations», Abdelkader Messahel, une fois de plus, revient à la charge pour faire valoir la position de l'Algérie quant à l'impératif d'une réforme profonde de la Ligue arabe parce que dira-t-il, elle est «incapable actuellement de proposer des solutions, ouvrant ainsi la voie à l'imposition de solutions externes aux conflits dont souffrent certains de ses pays». C'est là une position, poursuivra-t-il pour laquelle l'Algérie est «convaincue du rôle important qu'elle doit assumer dans la résolution des conflits, ainsi qu'au sein de la Ligue des Etats arabes». Ce n'est pas la première fois que M. Messahel exprime cet appel. En effet, l'Algérie, étant l'un des premiers Etats membre de la Ligue arabe à avoir plaidé pour une réforme profonde et approfondie de l'organisation panarabe, son chef de la diplomatie a, à maintes reprises, appelé pour engager une réforme de la Ligue «en vue de l'adapter aux derniers développements pour faire primer les intérêts suprêmes de la nation arabe». Une réforme qui, avait-il t-il préconisé, devra passer par «la révision des bases, structures et méthodes de travail pour mieux s'adapter aux derniers développements survenus dans la région et en vue de faire primer les intérêts suprêmes de la nation arabe face aux dangers qui la guettent», et ce, en raison du caractère «inédit» de la conjoncture qui prévaut dans certains pays de la région et des défis régionaux et internatio-



naux, avait prévenu M. Messahel lors des travaux de la 150^e session ordinaire du Conseil de la Ligue arabe qui ont eu lieu au Caire, Egypte, en septembre dernier.

Ceci étant, lors de son intervention à la Chaîne I, il indiquera que la diplomatie algérienne poursuivra son processus de consécration de la paix et du dialogue pour la résolution des conflits, à travers son approche jouissant d'une reconnaissance internationale et introduite au sein des différentes initiatives onusiennes. Au plan économique, il a de ce fait réitéré l'attachement de l'Algérie à accompagner ses opérateurs économiques pour investir les marchés extérieurs, notamment les marchés africains. Il s'agit là, a-t-il dit, d'une «nécessité impérieuse», au vu de la rude

concurrence marquant le marché africain et le projet de zone de libre-échange à même d'ouvrir de larges perspectives en matière d'investissements.

En outre, évoquant «les différentes haltes de la diplomatie algérienne marquées par une action prônant la paix et la négociation entre les parties concernées», par souci de «préserver l'intégrité territoriale des pays en conflit et de respecter leur volonté», le ministre des Affaires étrangères fera part des principaux fondements de l'approche algérienne dans la résolution des différends et conflits, citant en premier lieu l'adoption du dialogue par les protagonistes et le banissement des solutions imposées de l'extérieur. Ces principes, a-t-il dit, «sont devenus une réalité» qui se cristallise à travers les différents efforts onu-

siens consentis dans ce sens. A ce propos, dans un hommage rendu au chef de l'Etat qui, estimera-t-il «a donné, depuis 1999, un nouveau souffle à la diplomatie algérienne», M. Messahel rappellera les trois axes de la politique du chef de l'Etat, à savoir «l'extinction du feu de la fitna, la réorganisation du pays par de nouvelles réformes politiques et économiques et redonner à l'Algérie la place qui lui sied dans le concert des nations».

Par ailleurs, sur l'avenir de l'Algérie, le chef de la diplomatie algérienne, s'est dit optimiste d'autant que cette génération «détient tous les facteurs du succès», indiquant, dans ce sens, que 47 femmes activant dans le corps diplomatique ont été recensées, en vertu du dernier mouvement qu'a connu ce secteur, décidé par le président de la République. Aussi, le ministre a révélé le riche agenda du secteur pour la prochaine période, à l'instar de la visite prévue le mois prochain du Premier ministre italien en Algérie ainsi qu'une rencontre avec le ministre français de l'Industrie, le 29 octobre à Paris, dans le cadre du suivi de la commission économique algéro-française, ceci, outre sa rencontre avec son homologue français dans le cadre de la 3^e session du dialogue stratégique entre les deux pays.

De plus, l'Agenda du premier diplomate du pays prévoit également la participation du ministre aux travaux de la réunion tripartite sur la Libye entre l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte, avant la fin du mois en cours au Caire ainsi que la visite à Alger de deux importantes délégations américaine et russe au mois de novembre. **L. N.**

LA QUESTION DU JOUR

Au Brésil, un front républicain pour endiguer la marée noire

Suite de la page une

Elle n'a pas eu lieu. Elle risque de ne pas se produire non plus lors du deuxième tour. Pour cela, toutefois, il faudrait plus qu'un relatif bon report de voix en faveur du candidat du PT. Il faut un sursaut salutaire, la mobilisation générale de tout ce que le pays compte de démocrates et de républicains d'ici le 28 octobre. Désormais, seul un front antifasciste peut empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Bolsonaro se réclame faussement de Trump, qui n'est pas un fasciste, mais un conservateur, qui plus est dans un pays de démocratie encore bien vivante. La violence politique, et autre, est en revanche un trait caractéristique de la société brésilienne. C'est par elle que Bolsonaro gouvernera s'il est élu, ainsi du reste qu'il s'est engagé devant ses supporters. Il ne tombe pas du ciel. La destitution de Dilma Rousseff, puis l'emprisonnement de Lula da Silva, dans un contexte de grande récession économique, consécutif à la crise économique mondiale de 2008, ont ouvert devant lui un boulevard, dans lequel il s'est seulement donné la peine de s'engager. Il est porté par une vague, que seul un front opposé est capable d'arrêter. Fernando Haddad semble pouvoir compter sur les voix qui se sont portées sur les candidats centristes éliminés au premier tour. C'est lui qui l'emportera si ces voix se reportent totalement sur lui le 28 octobre prochain. Mais il faudrait pour cela deux choses : d'une part que les candidats centristes donnent des consignes de vote en ce sens, et de l'autre que leurs électeurs les écoutent. Dans ce seul cas en effet, la démocratie au Brésil sera sauvée. Autrement, elle sera démantelée morceau par morceau, avec des conséquences incalculables dans tout le continent sud-américain, et peut-être ailleurs dans le monde. Car comme tous les fascistes, Bolsonaro va s'atteler dès son accession au pouvoir à créer les conditions d'un nouveau régime, d'un régime de dictature permanente forcé. Ce qui dans un pays aussi violent que le Brésil prendra inévitablement la forme d'un fascisme. **M. H.**

des centaines de policiers, de soldats mais aussi de civils ont été tués dans des attaques djihadistes.

En quatre ans, les combats dans le Nord-Sinaï ont fait plus de 4 000 morts. Un millier de militaires et de policiers, près de 3 000 jihadistes et plusieurs centaines de civils.

Louiza Ait Ramdane

Egypte

Des dizaines de terroristes tués dans le Sinaï

Le nord du Sinaï est, depuis quelques années, le théâtre de sanglants combats entre les forces de l'ordre et le groupe dit «Etat islamique». L'armée affirme que cinquante-deux membres du groupe Etat islamique du Sinaï ont été tués dans cette région. Le porte-parole de l'armée a annoncé hier, que cinquante-deux terroristes et trois militaires ont été tués dans le cadre d'opérations «antiterroristes» dans la région égyptienne du Sinaï, où les forces de défense mènent une vaste campagne contre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/DAech). Dans un communiqué publié lundi, l'armée annon-

ce l'élimination de 52 terroristes au cours de deux opérations différentes menées par les forces de sécurité.

Trois militaires ont également perdu la vie dans ces opérations, selon la même source qui ne précise pas quand exactement elles ont eu lieu. Selon le communiqué du porte-parole militaire égyptien, il s'agit du bilan d'une série d'opérations menées par l'armée et la police. L'armée égyptienne, qui a envoyé près de 50 000 militaires depuis le mois de février dans le Nord-Sinaï, affirme avoir tué 39 «terroristes» dans plusieurs opérations. L'armée utilise non seulement les Forces spéciales, les

blindés et l'artillerie, mais elle a souvent recours à des bombardements aériens. La police a, de son côté, indiqué avoir tué 13 terroristes dans des opérations autour de la capitale du Sinaï, el-Arich.

L'armée égyptienne mène depuis le 9 février une vaste opération antiterroriste baptisée «Sinaï 2018», à la demande du président Abdel Fattah al-Sissi après une attaque attribuée à l'EI par les autorités qui avait fait plus de 300 morts dans une mosquée de la péninsule, alors que la péninsule est régulièrement le théâtre d'attaques terroristes faisant plusieurs morts parmi les soldats et policiers égyptiens.

Plus de 350 terroristes et une trentaine de soldats sont morts depuis le lancement de «Sinaï 2018», selon des chiffres officiels.

Pour rappel, fin novembre, le président Abdel Fattah al-Sissi avait donné trois mois à ses forces de sécurité pour rétablir la sécurité dans le Sinaï, délai depuis prolongé.

L'un des chefs locaux de l'EI, Abou Hamza al-Maqdessi, a été éliminé dans un raid aérien mené par l'armée égyptienne dans le Sinaï, avaient indiqué la semaine dernière des sources de sécurité à l'AFP. Depuis la destitution par l'armée en 2013 du président islamiste élu Mohamed Morsi,

Salon national de l'artisanat

92 artisans de 24 wilayas à la dixième édition

■ L'objectif assigné à ce salon, selon les organisateurs, est de «donner la possibilité aux artisans exposants de promouvoir et de commercialiser leurs produits, permettre l'échange d'expériences entre les exposants des différentes wilayas et offrir aux visiteurs l'opportunité de découvrir et d'acquérir les divers produits exposés».

Par Ahmida Ch.

La dixième édition du salon national de l'artisanat s'est ouverte lundi à Tizi-Ouzou, avec la participation de 92 artisans venus de 24 wilayas. «Évènement incontournable dans le paysage culturel, commercial et économique local ce salon, au-delà de la mise



Ph.D. R.

en valeur et de la préservation du patrimoine local contribue également à la création d'une dynamique de développement économique durable et intégré», a déclaré le président de l'Assemblée populaire de wilaya

(APW) à l'inauguration de cette manifestation. L'artisanat, a insisté Youcef Aouchiche, «est appelé à jouer un rôle central dans la perspective de la relance du secteur du tourisme local créateur d'emplois et de richesses et vec-

teur de développement économique», appelant, à cet effet, à «mettre à profit le potentiel inestimable de nos artisans». Pour sa part, le wali Abdelhakim Chater a souligné la nécessité de «promouvoir le produit local et à le hisser à un rang de professionnalisme qui lui permettra de contribuer activement à l'économie nationale». Placé sous le signe «l'artisanat, métier d'avenir», le secteur générateur d'emploi permettra, aussi, a-t-il dit, «de générer davantage d'emplois et d'améliorer la vie des artisans, pour peu qu'il soit pris en charge et encadré», exhortant, dans ce sillage, à «la conjugaison des efforts de tous les acteurs» pour y parvenir. L'objectif assigné à ce salon, selon les organisateurs, est de «donner la possibilité aux

artisans exposants de promouvoir et de commercialiser leurs produits, permettre l'échange d'expériences entre les exposants des différentes wilayas et offrir aux visiteurs l'opportunité de découvrir et d'acquérir les divers produits exposés». Sont également prévues au programme de cette manifestation organisée par la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM) en collaboration avec l'APW et qui sera abritée par le square Colonel Mohand-Oulhadj «des campagnes de sensibilisation directes qui seront menées sur site par les organismes d'appui et d'accompagnement de la Casnos, Angem, Cnac et Impôts», ont souligné les organisateurs.

A. Ch./APS

Agriculture / Syrpalac à Médéa

Plus de 20 000 qx de pomme de terre stockés

Près de 20 000 quintaux (qx) de pommes de terre ont été stockés au niveau des chambres froides de la wilaya de Médéa, dans le cadre du système de régulation des produits de larges consommation (Syrpalac), mis en place en vue de réguler le marché et gérer le surplus de production de certains produits, a révélé hier le directeur local des services agricoles (DSA). Onze chambres froides, réparties à travers les communes de Médéa, Sedraya, Benchicao et Bir-Benabed, sont utilisées actuellement pour le stockage

de cette quantité de pomme de terre, issue de différentes zones de production de la région, a expliqué Nadir Abrous, lors de la 3^e session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), consacrée au dossier du secteur de l'agriculture. Le responsable a indiqué que la production de pomme de terre, durant la présente saison agricole, a atteint 586 000 qx, relevant une légère hausse par rapport à la précédente saison agricole où la production engrangée était de 571 000 qx, soit une progression de l'ordre de 3%. S'agissant de

la production d'ail, également ciblé par le système Syrpalac, le DSA a signalé que les quantités stockées cette saison se situent à hauteur de 1 030 qx, notant que l'expérience est «à ses débuts» et le volume stocké devrait augmenter «graduellement» dans un proche avenir. M. Abrous a affirmé que la production d'ail dans la wilaya a enregistré une croissance estimée à 41%, entre 2013 et 2018, passant de 23 000 qx à plus de 39 000 qx durant la saison agricole 2017/2018.

Yanis F.

Projet de réalisation de l'hôpital de M'chedallah (Bouira)

La population locale dénonce d'«énormes retards»

Des dizaines de citoyens de la commune de M'chedallah (Est de Bouira) ont participé hier à une marche pacifique pour dénoncer les «retards accumulés» dans la réalisation du nouvel hôpital de 120 lits, a-t-on constaté. Venus des différentes régions de M'chedallah, les manifestants ont, depuis le site de ce projet, situé à Bouaklane, sillonné les boulevards de la ville. «C'est le moment de réagir face à ces retards. C'est trop ! Le projet traîne depuis 2014 et aujourd'hui le chantier est presque à l'arrêt. Nous voulons une intervention des autorités locales pour mettre fin à cette situation», s'est plaint

Hamza Boukrif, représentant des citoyens protestataires. Les manifestants brandissaient deux grosses banderoles sur lesquelles ils ont écrit «Nous voulons l'inauguration immédiate de l'hôpital». Contactée, la directrice de la santé de la wilaya, Ghalem Leila lham, a affirmé qu'elle était en train de suivre l'évolution des travaux, qui, a-t-elle reconnu, connaissent un retard, tout en rassurant les citoyens quant au rattrapage de ce retard pour livrer cette importante structure hospitalière. Une assiette foncière de 5 ha a été dégagée pour la réalisation du projet d'un nouvel

hôpital au lieudit Bouaklane, à la périphérie de la ville de M'chedallah. Le projet a été «hérité» en 2011 dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014. Le coup d'envoi des travaux a été donné le 14 juillet 2014 pour la réalisation de cet hôpital de 120 lits, une importante infrastructure de santé publique qui devait être réalisée dans un délai de 28 mois pour un montant de plus de 3 milliards de dinars. Sa réception était, à l'origine, prévue pour octobre 2016, selon les prévisions de l'entreprise en charge de sa construction.

Salim Y.

El-Oued/Formation professionnelle Ouverture d'une nouvelle spécialité dans les énergies renouvelables

Une nouvelle spécialité de la formation professionnelle dans le domaine des énergies renouvelables, qui répond aux spécificités socio-économiques de la région, a été introduite dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris hier du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels (Dfep) de la wilaya. L'ouverture de cette spécialité, qui concerne l'installation de kits solaires, entre dans le cadre de la politique du secteur visant à répondre aux besoins du marché du travail en main-d'œuvre qualifiée, tout en contribuant au développement économique de la wilaya, a indiqué Belkacem Gheskili. Cette session est marquée aussi par l'introduction de spécialités liées à des domaines divers, tels que l'hôtellerie, le tourisme, l'agriculture, l'industrie et l'aquaculture, pour mettre en œuvre les recommandations des rencontres organisées par le secteur avec

les différents acteurs, notamment les opérateurs économiques, les organismes et les entreprises publiques et privées, et ayant pour but d'adapter la formation aux mutations socio-économiques, a-t-il souligné. Ces spécialités ont été ouvertes dans une première étape au niveau d'un nombre limité d'établissements de la formation professionnelle de la wilaya, avant d'être généralisées lors des prochaines sessions à l'ensemble des établissements de la formation afin d'attirer un maximum de stagiaires, selon le même responsable. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'El-Oued compte actuellement quatre Instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle (Insfp), dix-sept Centres de formation professionnelle et d'apprentissage (Cfpa) et six annexes ainsi que deux établissements agrées. (APS)

Pétrole

Le Brent grimpe à plus de 83 dollars

■ Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens pour la troisième séance consécutive, alors que Washington envisage de laisser certains pays importer depuis l'Iran malgré les sanctions, selon des sources citées par la presse financière.



Par Faiza O.

PH. A. D. R.

la Maison-Blanche avait adopté une ligne dure sur les sanctions infligées à l'Iran, qui visent directement les exportations de pétrole du troisième plus grand producteur de l'Opep à partir de début novembre, l'administration de Donald Trump est toujours en discussion pour accorder des exemptions à certains importateurs, ont affirmé à l'agence Bloomberg deux sources proches du dossier.

«Les sanctions américaines sont très importantes pour le marché, et la raison première de la hausse récente des prix qui a propulsé les cours à leur plus haut niveau en quatre ans début octobre», ont commenté les analystes de JBC Energy.

Les investisseurs se focalisent donc sur ces informations, «contradictoires avec l'idée de réduire à zéro les exportations iraniennes» comme l'avait affirmé le conseiller à la sécurité nationale du président Trump, John Bolton, en août, a souligné Tamas Varga, analyste chez PVM.

Selon cet analyste, «les actions pèsent plus lourd que les

«mots» et les prix pourraient repartir à la hausse si les exemptions ne se matérialisent pas. «Le plus gros des sanctions est déjà intégré aux cours», ont en revanche jugé les analystes de JBC Energy, qui estiment que la baisse récente des exportations iraniennes va être compensée par d'autres producteurs.

F. O./Agences

Norvège Le gouvernement limite ses ponctions dans son fonds souverain

LA NORVÈGE va limiter ses ponctions dans son fonds souverain, conséquence du redémarrage de sa croissance économique, selon le projet de budget 2019 présenté hier. Le gouvernement de droite prévoit l'an prochain d'utiliser 2,7% de son fonds, le plus gros au monde avec quelque 1 000 milliards de dollars, soit moins que le plafond autorisé de 3%. En toile de fond de ce budget «neutre», au sens où il n'est ni expansif ni restrictif, une croissance qui s'accélère avec 2,7% attendu en 2019 après 2,3% cette année et 2% en 2017.

«Le ralentissement dû à la baisse du prix du pétrole est terminé, nous sommes de nouveau dans une conjoncture porteuse», a déclaré la ministre des Finances, Siv Jensen, en présentant le projet de budget au Parlement. «Nous devons veiller à ne pas détruire cela en appuyant trop sur l'accélérateur avec notre politique économique», a-t-elle ajouté. La Norvège est le plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest.

Certains économistes auraient souhaité qu'Oslo bride davantage les ponctions dans la manne pétrolière qui, même si elles restent sous le plafond autorisé, augmentent de 4,5 milliards couronnes par rapport à 2018, à 231,2 milliards de couronnes (24,3 milliards d'euros). Parmi les principales mesures financières proposées figurent une baisse de 23 à 22% du taux d'imposition sur les sociétés, un allègement de l'impôt sur la fortune et un plafonnement de l'impôt foncier. Signe de l'embellie économique, la Banque de Norvège a relevé son taux directeur le 20 septembre pour la première fois depuis sept ans.

R. E.

dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,06 dollar par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur

le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de novembre cédaient 79 cents à 73,55 dollars. Alors que

Pour orienter les investisseurs

Une cartographie selon les spécificités de chaque région d'Alger

La direction de l'agriculture et de développement rural de la wilaya d'Alger a élaboré «une cartographie des investissements» selon les spécificités de chaque région de la capitale afin de permettre aux investisseurs d'«investir de façon sûre et garantir la réussite de leurs projets», a fait savoir le directeur du secteur, Bouaziz Noui. Abordant l'orientation de l'investissement agricole à Alger, M. Bouaziz a indiqué que la capitale comptait trois régions fertiles, à savoir la Mitidja, la région de Maalma et Souidania et les régions côtières (est et ouest). Cette cartographie permettra d'orienter les investisseurs en les dotant d'informations précises sur des projets au

niveau de ces régions ayant un taux de réussite de 100%, ce qui garantira à l'investisseur un gain de temps et d'argent, a expliqué le même responsable. M. Bouaziz a précisé, à ce propos, que ses services détenaient des informations exactes sur la nature des projets susceptibles de réussir dans ces régions, à l'image des laiteries, abattoirs et coopératives agricoles, facilitant ainsi la tâche aux futurs investisseurs. La direction assure aux investisseurs tous les moyens techniques dont les engrais, le raccordement au réseau d'eau, outre l'expertise pour assurer la réussite des projets, a ajouté le responsable. Il a rappelé, dans ce sens, que l'Office national des terres agri-

coles (Onta) avait octroyé, depuis 2010, un total de 5 200 actes de concession au profit de propriétaires de coopératives agricoles collectives et individuelles afin de leur permettre de bénéficier de facilitations administratives, de crédits bancaires, de soutien technique et de la formation, soulignant que l'opération d'octroi de ces actes se poursuivra jusqu'à fin 2018. S'agissant des dossiers relatifs aux actes de concession en suspens au niveau de l'office, M. Bouaziz a imputé le retard d'octroi de certains actes à des litiges judiciaires liés notamment à l'existence de constructions anarchiques sur ces terres.

S. Y.

Changes

L'euro baisse face au dollar, toujours pénalisé par l'Italie

L'euro baissait hier face au dollar, après que le vice-Premier ministre italien, Luigi Di Maio, a prévenu ce week-end que le gouvernement ne ferait pas marche arrière sur son projet de budget. Hier matin, la monnaie unique européenne valait 1,1476 dollar contre 1,1524 dollar vendredi soir. Le vice-Premier ministre italien, Luigi Di Maio, commentant une lettre de la Commission européenne s'inquiétant des objectifs de déficit de l'Italie, a prévenu samedi que Rome ne ferait pas marche arrière. Concernant le billet vert, le marché avait toujours en tête la «performance mitigée du dollar» en fin de semaine dernière, a expliqué Konstantinos Anthis, analyste pour ADS Securities. Selon lui, le

rapport mensuel sur l'emploi américain n'a pas permis aux investisseurs de savoir «s'ils devraient acheter ou vendre du dollar». Selon les chiffres publiés vendredi, le taux de chômage s'est élevé à 3,7% en septembre, son plus bas niveau en 48 ans, mais les créations d'emplois ont fortement ralenti pour s'établir à 134 000, notamment du fait de l'ouragan Florence qui a frappé la côte est des Etats-Unis. Cette semaine, les investisseurs s'intéresseront donc aux prix à la production et à la consommation américaines pour septembre, prévus mercredi et jeudi. Si la hausse des prix est «aussi forte qu'attendu, alors la possibilité d'autres hausses de taux (dans le futur) se préciserait et cela pourrait envoyer le dollar

encore plus haut», a poursuivi M. Anthis. La santé de l'économie et l'inflation sont les premiers indicateurs sur lesquels se base la Réserve fédérale américaine pour décider de sa politique monétaire. Une hausse des taux visant à ralentir l'économie rend le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif pour les cambistes. Les devises émergentes dans leur ensemble étaient fragilisées par la hausse des rendements obligataires américains qui risque de détourner les flux de capitaux de ces marchés. Après être remonté en septembre, l'indice MSCI Emerging Market Currencies, regroupant une vingtaine de devises, est reparti à la baisse la semaine dernière. Ce matin, la devise européenne baissait nettement

face au yen, à 130,02 yens pour un euro contre 131,00 yens vendredi soir. Le dollar était également en baisse face à la devise nipponne, à 113,30 yens pour un dollar contre 113,72 yens vendredi soir. Le franc suisse était en hausse face à l'euro, à 1,1385 franc suisse pour un euro contre 1,1437 vendredi. Il était en revanche stable contre le dollar, à 0,9922 franc suisse contre un dollar au lieu de 0,9920 vendredi. L'once d'or valait 1 194,64 dollars, contre 1 202,95 dollars vendredi soir. Après une semaine fériée en Chine où le yuan ne s'échangeait pas, la devise chinoise repartait nettement à la baisse face au dollar à 6,9247 yuans pour un dollar, contre 6,8689 yuans il y a dix jours.

H. A./APS

Boumerdès

La couverture en eau potable atteindra 80% d'ici à fin 2018

■ Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a affirmé à Boumerdès, qu'une hausse du niveau de couverture quotidienne en eau potable au sein de cette wilaya atteindra 80% d'ici à la fin 2018, grâce aux programmes de développement en cours de réalisation.

Par Hocine A.

S exprimant lors d'une conférence de presse en marge d'une visite d'inspection à nombre de projets relevant de son secteur, M. Necib a précisé que la wilaya de Boumerdès «connait une amélioration remarquable et continue» en termes d'approvisionnement en eau potable, ajoutant que le taux de raccordement et de distribution quotidienne passera de 76% en 2017 à pas moins de 80% d'ici à la fin 2018, et «une nette amélioration» au titre de la saison estivale 2019. Le ministre a précisé que tous les projets visant le développement du secteur au niveau de la wilaya de Boumerdes réalisés ou en cours de réalisations étaient destinés à l'espace rural. Il cite notamment la réalisation de projets de transfert d'eau potable à partir de la station de Cap Djenet où s'effectue les travaux de dessalement de l'eau de mer vers le sud de la wilaya, notamment dans les hauteurs des communes de Bordj Menaiel, Chabet El Amer et Naciria, une région regroupant pas moins de 150 villages. A ce propos, le ministre a affirmé que ce projet entrera en vigueur avant la fin de l'année en cours, rappelant que d'autres projets étaient

en cours de réalisation à l'instar du projet de raccordement en eau potable des villages relevant de la commune de Tidjelabine, en sus d'autres villages situés à l'axe de la commune de Keddara, ainsi que sur l'axe reliant Cap Djenet à Bordj Menaiel. Le premier responsable du secteur a indiqué, par ailleurs, que dans les six mois à venir, «un nombre considérable» de villages seront approvisionnés en eau potable dans le cadre du raccordement des régions rurales à travers la wilaya de Boumerdes, notamment les villages situés dans les hauteurs de Khemis El Khechna, Larbathe et Bouzegza Keddara. «Nous nous employons, à travers ces projets, à généraliser l'approvisionnement en eau potable 24/24 au profit des habitants de ces régions, par la programmation d'autres projets à partir de l'année prochaine et la promotion des prestations et du service public en la matière», a poursuivi le ministre. Par ailleurs, et en ce qui concerne le raccordement anarchique en eau potable, le ministre a indiqué que des efforts étaient en cours pour lutter contre ce phénomène, très répandu dans plusieurs wilayas, et ce en coordination avec les autorités concernées, sachant que ce phénomène «cause d'importantes pertes financières à



l'Etat». Le ministre a précisé, à cet égard, que «10 000 cas de raccordement anarchique ont été recensés au niveau national, dont la majorité a été réglée à l'amiable avec les contrevenants et 3000 autres sont toujours au niveau de la justice». Cette visite a constitué une occasion pour inspecter le projet de réalisation d'un réseau de raccordement en eau potable dans la région du sud-est de la wilaya qui compte 152 villages (plus de 140 000 habitants) à travers la station de dessalement de l'eau de mer au niveau de la commune de Cap Djinnet qui produit un équivalent

de 100 000 m³/par jour, et dont la moitié est destinée à l'alimentation de la wilaya et des autres wilayas limitrophes. Ce projet dont les travaux ont atteint 75%, sera réceptionné vers la fin 2018. Après avoir écouté les explications sur la gestion de cette station et les perspectives de son raccordement aux différents réseaux de distribution de l'eau potable à travers la wilaya et les wilayas avoisinantes, le ministre a souligné l'importance «de généraliser l'utilisation des technologies numériques» dans la gestion, l'organisation, la maintenance, et la télésurveillance du

réseau et des infrastructures exploitées dans l'opération d'approvisionnement en eau potable. Il a insisté, à ce propos, sur la nécessité de réaliser un centre de surveillance numérique développé, ajoutant que «le secteur est prêt à garantir le soutien financier et l'accompagnement». A Khemis El-Khechna, le ministre a inspecté le projet de soutien à l'énergie de distribution de l'eau potable dans diverses régions de cette commune, puis le projet de protection et de prévention de la ville de Boudouaou contre les risques des inondations.

H. A./APS

Constantine / Cité El Gammas

La restructuration des chalets tributaire de l'implication des bénéficiaires

La réussite du programme spécial de restructuration des chalets précaires de la cité El Gammas, de la ville de Constantine, demeure «tributaire de l'implication des bénéficiaires», appelés à respecter les délais et les procédures arrêtés par les pouvoirs publics, a indiqué le chef de la daïra de Constantine, Azzeddine Antri. «Sur un total de 2 003 familles concernées par cette opération, 574 seulement ont retiré le permis pour démarrer les travaux après la conclusion de toutes les démarches réglementaires s'agissant de l'établissement de

l'acte et le retrait de l'aide financière accordée par l'Etat», a souligné le même responsable. A ce propos, il a précisé que le reste des bénéficiaires n'ont pas encore déposé leurs dossiers en dépit de toutes les facilitations prévues par l'administration locale qui a mobilisé 17 bureaux d'études chargés de l'accompagnement de ces familles. Le même responsable qui a fait part de l'élaboration de 1 755 actes (448 familles n'ont pas déposé leurs dossiers en raison de conflits familiaux notamment) et de l'octroi de 1 042 aides financières à ce jour (ceux qui n'ont

pas présenté de dossier n'ont pas bénéficié de l'aide), a insisté sur l'importance d'une prise de conscience quant à l'importance de cette opération visant à améliorer les conditions de vie de la population ciblée. Rappelant les multiples facilitations mises en place par les autorités locales s'agissant, notamment, de la réduction des coûts des taxes à payer pour retirer le permis de construire et la validation des demandes d'extension des assiettes abritant ces chalets, le même responsable a appelé les familles concernées à saisir ces offres avant l'expiration des

délais fixés pour l'achèvement de cette opération. Une certaine réticence avait été manifestée par des centaines de familles concernées par cette opération qui voulaient plutôt bénéficier de logement à caractère social au lieu d'entamer des chantiers qu'ils ne pourront pas assumer du point de vue des charges et de la configuration des assiettes dépourvues d'accès, a-t-on rappelé. A cette préoccupation, le chef de daïra qui a rappelé la mobilisation d'équipes chargées de l'ouverture des voies obstruées par les occupants des lieux eux-mêmes, a rappelé la réalisation

d'une route de jonction reliant ce quartier populaire à l'autoroute Est-ouest. A cet effet, il a ajouté que les familles voulant bénéficier de logement social doivent attendre leur tour et déposer un dossier comme le stipule la procédure pour tout le monde. Le quartier d'El Gammas a bénéficié récemment de plusieurs opérations de mise à niveau de la délégation urbaine, du bureau de poste et de la polyclinique, a encore rappelé le même responsable. Au sujet des logements sociaux, distribués récemment et encore inoccupés, le même responsable a fait part de l'ouverture d'une enquête, invoquant l'application de toutes les mesures répressives prévues par l'Etat en cas d'utilisation illégale de ce type de logement. Le même responsable a d'ailleurs souligné que la femme décédée, vendredi dernier, suite à l'effondrement partiel du toit d'une habitation précaire située dans le quartier du 20-Août 1955, communément appelé Aouinet El-Foul, en contrebas de la rue Belouizdad, avait bénéficié en ce début d'année d'un logement social situé à Massinissa.

Amel H.

M'sila

Réception prochaine de 17 zones d'activité et de stockage

Dix-sept zones d'activité et de stockage seront réceptionnées avant fin 2018, à travers les communes de la wilaya de M'sila, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ces nouvelles zones sont en voie d'achèvement des travaux d'aménagement pour permettre aux investisseurs ayant bénéficié de foncier industriel d'entamer la concrétisation de leurs projets, a souligné la même source, précisant que la réception de ces zones d'activité permettra l'élargissement du foncier industriel local à plus de 400 ha. Ces zones sont implantées sur des sites adaptés

à proximité du réseau routier, ferroviaire et aérien à l'instar de la ligne ferroviaire Batna-Alger- Bordj Bou Arreridj et M'sila-Boughezoul (Médéa) et l'aéroport d'Ain Eddis, à proximité de la ville de Boussaâda, dont les travaux d'extension sont en cours pour permettre la conclusion des différentes transactions de fret, a fait savoir la même source. La réception de ces zones d'activité permettra de répondre aux demandes de foncier industriel (700 dossiers déposés auprès des services de la wilaya), a encore souligné la même source, précisant que 200

dossiers ont bénéficié d'un accord préliminaire de la part des services concernés. La wilaya de M'sila encourage l'émergence des petites et moyennes entreprises activant dans le domaine agricole et agroalimentaire notamment (production laitière et viandes entre autres), a-t-on indiqué. La wilaya de M'sila compte plusieurs zones d'activité déjà occupées dans les communes de Boussaâda, Sidi Aissa, Ain Lahdjaj, Magra et au chef-lieu, a-t-on rappelé.

R.R.

Tunisie

Youssef Chahed demande à ses ministres de former les fonctionnaires en anglais

■ Le Chef du gouvernement, Youssef Chahed, a appelé les membres du gouvernement à préparer des programmes de formation annuels au titre de l'année 2019 à l'intention des employés de l'administration publique afin de les former dans plusieurs domaines dont l'anglais et l'informatique.



Par Sara H.

Dans un note adressée aux ministres et aux secrétaires d'État, Chahed a appelé à la préparation de plans de formation annuel pour 2019, préconisant l'inclusion d'axes techniques spécifiques et accordant la priorité à plusieurs voies dans les activités de formation. Le Chef du gouvernement a souligné la nécessité de donner la priorité à la programmation d'activités de formation dans les domaines de la sécurité de l'information, l'approche du genre, le partenariat entre les secteurs public et privé, la gestions des crises, ainsi que de développement des compétences d'accueil

et de communication des services publics et la qualité de la législation, notamment les techniques de préparation et de révision des textes juridiques. Il a également souligné la nécessité de former des fonctionnaires dans le domaine des grandes réformes économiques, des itinéraires, de l'accès à l'information, de la programmation et du suivi des travaux de gouvernement, de la planification stratégique, de la gestion des projets, de la bonne gouvernance, de l'anglais et de nombreux autres domaines.

La récolte de dattes en baisse de 6% en 2018

La récolte de dattes en

Tunisie devra enregistrer une baisse de 6% au cours de la saison 2018-2019, soit une production de 290 000 tonnes contre 305 000 tonnes la saison écoulée, a indiqué le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche. La saison d'exportation démarrera le 20 octobre 2018, a affirmé le directeur général de la production agricole relevant du ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, Ezzedine Chelgaf, ajoutant que la récolte comportera près de 230 000 tonnes de deglet Ennour et environ 60 000 tonnes d'autres variétés. Le même responsable a estimé que la régression enregistrée cette saison «n'est pas très

importante» après deux récoltes successives substantielles. Et d'ajouter que les conditions climatiques étaient favorables lors de l'opération de pollinisation. Près de 8,5 millions de régimes de dattes ont été emballés avec du plastique et 13 millions de régimes emballés avec des moustiquaires. «L'opération de cueillette a déjà démarré à Gafsa et dans les oasis de Tozeur et Degeh dans le sud du pays», a-t-il encore précisé. S'agissant de la récolte de grenadine, le responsable a affirmé que les prévisions tablent sur une récolte de 74,7 000 tonnes contre 74,5 000 tonnes la saison écoulée. Le gouvernorat de Gabes se taille la part du lion avec une production estimée à 25 000 tonnes, suivi par Béja avec 13 000 tonnes, Kairouan 9 600 tonnes puis Nabeul avec une production de 6 700 tonnes.

Un migrant clandestin mort noyé, cinq autres disparus

Le corps d'un migrant clandestin âgé de 23 ans a été repêché dimanche au large des côtes sud-est de la Tunisie, tandis que cinq autres ont pu être secourus après le naufrage de leur embarcation, a indiqué une source sécuritaire à Zarzis. On précise de même source que 11 clandestins au total se trouvaient à bord de cette embarcation partie de Zarzis dans la nuit de samedi à dimanche en direction de l'île italienne de Lampedusa. Cinq clandestins sont encore portés disparus, alors qu'une large opération menée par la Garde maritime renforcée par la Marine mer est en cours. Cet incident survient moins de 24 heures après une opération de sauvetage presque dans la même zone. Le ministère tunisien de la Défense avait ainsi annoncé que 16 clandestins ont été sauvés in extremis après le naufrage de leur embarcation dans des conditions météorologiques défavorables. D'après les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le continent européen a vu arriver quelque 61 517 migrants et réfugiés via la Méditerranée en date du 12 août dernier. Ils étaient 118 436, soit le double, au cours de la même période il y a un an. Selon l'OIM, 1 524 migrants ont perdu la vie à cette occasion. Pas moins de 60 000 Tunisiens ont émigré légalement en Europe à la recherche d'un avenir meilleur, principalement pour du travail, mais la Méditerranée a été traversée dans le même temps par 4 000 clandestins tunisiens, dont la quasi-totalité vers l'Italie.

S. H./Agences

Libye

Remaniement ministériel au sein du Gouvernement d'union nationale

Le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale libyen (GNA), Fayez al-Sarraj, a procédé à un remaniement ministériel concernant les ministères de l'Economie et de l'Industrie, de l'Intérieur et celui des Finances, a indiqué un communiqué du GNA cité par des médias. M. Sarraj a désigné à la tête du ministère de l'Economie, Ali Abdul Aziz al-Issawi qui succède ainsi à Fadhallah Al-Dersi. Et à la tête du ministère de l'Intérieur, Fathi Ali Pacha qui prend la place d'Abdelsalama Achour. Quant au portefeuille des Finances, il a été attribué à Faraj Abdulrahman Omar Boumatari, qui succède ainsi à Oussama Hamad. La Mission d'appui des Nations unies en Libye s'est déclarée pleinement disposée à aider les nouveaux ministres du

Gouvernement d'union nationale libyen à mettre en œuvre les nouvelles dispositions sécuritaires à Tripoli et à poursuivre les réformes économiques. Il s'agit du premier remaniement ministériel opéré par le président du Conseil présidentiel du gouvernement libyen d'union nationale, Fayez el-Sarraj.

L'ONU exprime son soutien aux nouveaux ministres

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a fait part dimanche de son soutien aux ministres libyens nouvellement désignés. Dans un tweet, elle a souhaité «un plein succès» aux nouveaux ministres du Gouvernement d'union nationale (GNA), se disant prête à les «soutenir dans la mise en œuvre

des nouvelles mesures sécuritaires à Tripoli, pour faire progresser les réformes économiques nécessaires et unifier les institutions nationales libyennes». Le Premier ministre Fayez Sarraj, soutenu par l'ONU, a désigné dimanche trois nouveaux ministres et un nouveau responsable à la tête de la Direction générale du sport et de la jeunesse. Selon son service de presse, les nouveaux ministres sont Fathi Bachaga (Intérieur), Ali Issaoui (Economie et Industrie) et Faraj Abderrhamane Boumatari (Finances). Le Gouvernement d'union nationale de M. Sarraj a été nommé sur la base d'un accord politique signé par les partis libyens fin 2015 et visant à mettre fin aux divisions politiques dans le pays.

Farid M./APS

Mauritanie

Vers la communication mobile 4G

L'Autorité de régulation en licences (ARE) a lancé un avis d'appel d'offres pour l'attribution de licences en vue de l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques de la 4^e génération (4G) dans le pays. La Mauritanie dispose actuellement des deuxième et troisième générations (2G/3G) uniquement. Selon l'avis diffusé sur son site électronique, l'ARE précise que les licences requises sont réparties en deux types. Le premier type porte seulement sur la 4G et permettra d'utiliser les technologies 4G pour la fourniture de services de communications électroniques au profit des

opérateurs détenteurs de licences 2G/3G en Mauritanie. Quant au second type, il concerne une licence dite 2G/3G/4G, destinée à un nouvel opérateur lui permettant d'utiliser les technologies 2G/3G/4G pour la fourniture de services de communications électroniques en Mauritanie. L'Autorité de régulation précise que le nombre maximal de licences susceptibles d'être attribuées au terme de l'appel d'offres est de 4 au total : trois pour la 4G et une pour les 2G/3G/4G. Les prestataires intéressés doivent soumettre leurs offres au plus tard le 5 décembre prochain, souligne-t-elle.

R. M.



USA-Iran

La CIJ examine un différend sur des avoirs iraniens bloqués

■ La Cour internationale de justice (CIJ) examine à partir d'hier une plainte de Téhéran contre les États-Unis qui ont gelé des milliards de dollars d'avoirs iraniens, bloqués pour indemniser des Américains victimes d'attaques terroristes.

Par Rima C.

L'Iran a engagé une procédure contre Washington devant la CIJ en juin 2016 afin d'obtenir le déblocage de ses fonds. Des audiences sont prévues jusqu'à vendredi et seront consacrées aux exceptions préliminaires soulevées par les États-Unis. Ces audiences interviennent dans un contexte de tensions grandissantes entre l'Iran et les États-Unis, opposés dans une autre procédure devant la Cour, plus haute juridiction des Nations unies. Mercredi, les juges de la CIJ ont ordonné à Washington de mettre fin aux sanctions contre Téhéran visant des biens «à des fins humanitaires», un revers pour les États-Unis, qui ont toutefois récusé la compétence de la Cour dans cette affaire. La CIJ se prononcera sur la demande de l'Iran de suspendre les sanctions américaines réimposées par Donald Trump après le retrait de Washington de l'accord sur le nucléaire iranien, la République islamique dénonçant de graves conséquences sur son économie. Les présidents américain et

iranien se sont affrontés par discours interposés il y a deux semaines lors de l'Assemblée générale de l'ONU, Donald Trump y promettant de nouvelles mesures punitives «plus dures que jamais, pour contrer l'ensemble du comportement malveillant de l'Iran», accusé de déstabiliser le Moyen-Orient.

La Cour basée à La Haye se penchera de nouveau à partir d'hier sur une affaire opposant les deux pays qui n'entretennent plus de relations diplomatiques depuis 1980. Dans ce dossier, l'Iran cherche à récupérer des milliards d'avoirs gelés. La CIJ entendra tout d'abord les objections de Washington. Les juges devront décider par la suite s'ils peuvent ou non se prononcer dans ce litige. La Cour suprême américaine avait autorisé le 20 avril 2016 la saisie de près de deux milliards de dollars provenant de fonds iraniens gelés à New York et correspondant à des obligations dans lesquelles avait investi la banque centrale d'Iran. Des tribunaux aux États-Unis avaient décidé que ces sommes devaient être bloquées pour indemniser des Américains vic-



Ph. > D. R.

times d'attaques terroristes. Les sommes étaient réclamées par un millier de victimes et familles de victimes d'attentats fomentés ou soutenus par Téhéran, selon la justice américaine. Parmi eux figurent les proches des 241 soldats américains tués le 23 octobre 1983 dans deux attentats suicide qui avaient frappé les contingents américain et français

de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth. Dans sa plainte devant la CIJ, Téhéran fait valoir que Washington a violé un traité bilatéral signé en 1955 par le Chah d'Iran avec le gouvernement américain et portant sur les relations économiques et les droits consulaires. Le même traité se trouvait au centre de la décision concernant la réimposi-

tion des sanctions américaines contre la République islamique. Il a joué en faveur de l'Iran. Peu après l'annonce de la Cour dans cette affaire, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a annoncé mercredi que les États-Unis mettaient fin au traité, invoqué par la CIJ pour justifier sa décision.

R. C.



Points chauds

Diplomatie

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump aime souvent brusquer ses interlocuteurs, étant persuadé que cela lui donne la main haute dans leurs relations, mais la Chine ne craint pas de crier plus fort. Et lorsque le secrétaire d'État américain Mike Pompeo et son homologue chinois Wang Yi, se rencontrent cela donne une entrevue mouvementée. En effet, le ministre de Donald Trump adoptant à l'occasion les méthodes du président Républicain, les échanges se sont fait très peu diplomatiques à Pékin, quelques jours après une dénonciation en règle de la politique chinoise par le vice-président des États-Unis Mike Pence. De passage à Pékin au terme d'une tournée asiatique qui l'a amené à rencontrer notamment le numéro un nord-coréen Kim Jong Un, Pompeo a entendu le ministre chinois des Affaires étrangères lui reprocher les dernières mesures prises par Washington, de la guerre commerciale aux ventes d'armes à l'île rivale de Taïwan. «Ces mesures nuisent à la confiance mutuelle et jettent une ombre sur l'avenir des relations sino-américaines, ce qui va totalement à l'encontre des intérêts des deux peuples», a déploré Wang devant les journalistes au début de l'entretien avec son homologue américain. «Nous exigeons que les États-Unis cessent ces actions malavisées», a-t-il martelé, invitant les deux pays à coopérer afin d'éviter «de tomber dans le conflit et la confrontation». Tout aussi direct, le chef de la diplomatie de Donald Trump, qui n'a pas été reçu par le président Xi Jinping, a reconnu que les deux pays avaient «des désaccords fondamentaux». «Nous sommes très préoccupés par les mesures adoptées par la Chine et je me félicite de pouvoir en discuter aujourd'hui car il s'agit d'une relation extrêmement importante», a-t-il dit. La visite de Mike Pompeo survient quatre jours après le discours de Mike Pence qui s'est livré à un réquisitoire tous azimuts contre la Chine, accusée notamment de chercher à faire perdre les prochaines élections à Donald Trump. Mike Pompeo a regretté devant son homologue l'annulation, selon lui par la Chine, d'une rencontre entre les ministres de la Défense des deux pays, qui devait avoir lieu en octobre à Pékin. Cet entretien «n'a pas été annulé par les Chinois. C'est un fait», a rétorqué Wang Yi. Reste à savoir comment les relations entre les deux puissances continueront à évoluer dans les mois à venir, surtout avec la détente majeure des relations entre les USA et la Corée du Nord qui a toujours trouvé en Pékin un allié de choix.

F. M.

Présidentielle au Brésil

Duel incertain Bolsonaro-Haddad au 2^e tour

Le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro s'est qualifié facilement dimanche pour le deuxième tour de la présidentielle au Brésil sur un gros score, mais il se retrouvera face à la gauche dans un duel à l'issue incertaine. Avant que ne tombent les résultats le situant à 46,06% avec 99,99% des urnes dépouillées, loin devant Fernando Haddad, du Parti des travailleurs (PT) à 29,24%, Bolsonaro a évoqué des «problèmes avec les urnes électroniques». «Je suis certain que si ça n'avait pas eu lieu, nous aurions eu dès ce soir le nom du président de la République», a lancé le candidat de 63 ans dans une vidéo sur Facebook. «Nous ne pouvons pas rester sans rien dire. Nous allons réclamer au Tribunal supérieur électoral (TSE) des solutions», a-t-il ajouté. Si ses partisans ont protesté devant le TSE à Brasilia aux cris de «fraude, fraude!», l'ex-capitaine de l'armée n'est pas allé jusque-là. «Nous devons rester mobilisés. Il reste trois semaines avant le second tour», a-t-il dit. Dans le clan de Haddad, 55 ans, le soulagement dominait de voir le candidat du PT qualifié pour le 2e tour. Il est parti de loin puisqu'il n'a commencé à faire campagne que quatre semaines avant le scrutin, l'ex-président Lula, emprisonné pour corruption et inéligible, ne s'étant désisté qu'au dernier moment. «Nous voulons unir les démo-

crates de ce pays», a déclaré Haddad. «Nous voulons un grand projet pour le Brésil, profondément démocratique, qui recherche inlassablement la justice sociale». Le duel Bolsonaro-Haddad s'annonce très incertain et bien des choses peuvent se passer d'ici au 28 octobre, dans une campagne qui a déjà réservé d'énormes surprises entre la disqualification de l'ex-président Lula emprisonné pour corruption et l'attentat qui a failli coûter la vie à Jair Bolsonaro le 6 septembre.

Pour Fernando Meirelles, politologue à l'Université fédérale de Minas Gerais, «la possibilité que Bolsonaro gagne paraît la plus forte actuellement». «Il me semble difficile que Haddad l'emporte, mais ce n'est pas impossible, il a encore une chance raisonnable», dit-il toutefois. Quoi qu'il en soit «d'ici là, il est possible que la polarisation s'accroisse» prévoit-il. C'est un Brésil très divisé qui est allé dimanche aux urnes, entre les électeurs anxieux pour l'avenir de la démocratie dans ce pays qui a connu une dictature (1964-85) dont Bolsonaro est un nostalgique et ceux qui rejettent de manière viscérale tout retour aux affaires du PT. Le grand parti de gauche qui a remporté les quatre dernières élections et a été au pouvoir 13 ans est jugé par beaucoup comme le responsable des maux multiples de ce pays déboussolé: chômage,

crise économique, corruption et insécurité. L'ancienne présidente Dilma Rousseff a fait les frais du virulent sentiment anti-PT, en échouant dimanche à être élue sénatrice dans l'État de Minas Gerais (sud-est) alors qu'elle était favorite. Elle a aussi été copieusement huée en allant voter. Pour de nombreux électeurs, Bolsonaro est apparu comme l'homme providentiel, avec son discours sécuritaire qui préconise la libéralisation du port d'armes, sa défense des valeurs traditionnelles et son désir de «nettoyer le pays des élites corrompues». A Rocinha, une immense favela de Rio, Antonio Pereira Moraes, 49 ans, a voté pour l'ancien militaire: «Le Brésil a besoin d'un changement, il y a beaucoup de choses à faire que les autres n'ont pas faites», a-t-il dit.

Peu importe que ce député catholique de 63 ans, grand admirateur de Donald Trump, se soit surtout fait connaître par son racisme, sa misogynie et son homophobie décomplexés. L'aura du «mythe», comme le surnomment ses partisans, a rejaili sur deux de ses fils: Eduardo Bolsonaro, 34 ans, a été réélu député à Sao Paulo en pulvérisant le record absolu de voix pour une législature au Brésil. Flavio Bolsonaro, 37 ans, très présent auprès de son père, pour qui il a fait campagne après l'attentat, a été facilement élu sénateur de Rio de Janeiro.



Promotion de la langue arabe

Six projets en cours de concrétisation

■ Le Conseil supérieur de la langue arabe (CLSA) œuvre à concrétiser six projets visant à promouvoir la langue arabe, a indiqué, dimanche à Constantine son président, Salah Belaïd.

Par Adéla S.

Invité au Forum du quotidien «Ennasr», le même responsable a précisé qu'il s'agit de «la correction des erreurs des documents de l'état civil», «un lexique de la poésie populaire», «un dictionnaire unifié du langage de la vie courante», «l'encyclopédie de l'Algérie», «la culture algérienne» ainsi que «le prix de la langue arabe pour les médias» décerné le 1^{er} mars de chaque année à l'occasion de la journée de la langue arabe.

Le travail sur ces projets est mené en coordination avec plusieurs ministères et le Haut-commissariat de la langue amazighe et vise à développer la langue arabe et à proposer des

initiatives pour sa promotion, d'autant que, a ajouté M. Belaïd, le «CSLA est une institution consultative attachée à la Présidence».

Répondant aux questions des journalistes, il a souligné que la langue arabe «n'est pas une langue sacrée mais doit être respectée au regard de sa teneur religieuse», faisant état de diverses «entraves», notamment «son retard lexical dans le suivi des évolutions techniques, l'absence de certains sons qui ressortent surtout lors de la traduction vers l'arabe, outre l'absence d'un dictionnaire philologique de la langue arabe et l'absence de logiciel de traduction automatique».

Il a mis l'accent, à ce propos,

sur la nécessité d'engager un travail dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Evoquant, par ailleurs, les rapports unissant les deux langues officielles de l'Algérie, l'arabe et le tamazight, M. Belaïd a souligné leur «complémentarité», assurant qu'«il n'y a jamais eu d'opposition entre les deux, car toutes deux ont la même origine et ont cohabité ensemble avant de se ramifier».

Il a fait état, à ce propos, de l'organisation, en novembre prochain, d'un séminaire national à la Bibliothèque d'El Hamma à Alger, sur la complémentarité linguistique entre l'arabe et le tamazight, leur cohabitation et la notion de «citoyenneté linguistique».



M. Belaïd a rappelé les principales réalisations du CLSA depuis sa création le 26 septembre 1998, dont 300 publica-

tions, assurant que des efforts sont en cours pour les diffuser sur internet.

A. S./APS

Exposition : Joan Miro, le rêve au bout du pinceau

Le Grand Palais, à Paris, présente, jusqu'au 4 février 2019, 150 œuvres de l'artiste catalan

De son propre aveu, il ne rêvait jamais. «Je dors comme une taupe», s'amusait-il dans son joli français de catalan. Voilà pour les nuits de Joan Miro (1893-1983). Quant à ses jours, c'était une tout autre affaire. Il avait apprivoisé le songe pour en faire son compagnon indocile.

La rétrospective qui vient

d'ouvrir au Grand Palais, à Paris, le rappelle merveilleusement. Sept décennies de création, un mouvement perpétuel, vers toujours plus de liberté. Certes, l'accrochage ne dévoile pas de grandes avancées théoriques sur son œuvre, et le propos n'avait rien de risqué : «Nous voulons réunir les 150 chefs-

d'œuvre de Miro», résume Jérôme Neutres, directeur de la stratégie de la RMN-Grand Palais. Encore fallait-il y parvenir.

Pas vraiment surprenant que l'on doive cette prouesse à Jean-Louis Prat, ancien directeur de la Fondation Maeght et grand ami de l'artiste. Venues du monde entier, parfois cachées dans des

collections privées, nombre de ces peintures appartiennent désormais à l'inconscient collectif. Certaines, au contraire, sortent bien plus rarement de leur cachette, à l'instar de ce «Nocturne» de 1938, somptueux microcosme où cohabitent funambules, les créatures de son cœur, étoile, lune, oiseau.

«Détaillisme»

«Je sais que je suis des chemins extrêmement dangereux et je vous avoue que parfois, je suis pris d'une panique propre au voyageur qui se retrouve sur des chemins inexplorés», confiait Miro à un ami, en 1923. Plutôt que la panique, c'est l'enchantement qui l'emporte dans ce voyage truffé de péripéties formelles. Même les tout débuts ne sont pas si sages. Datées de 1916, les premières toiles du Barcelonais mêlent ardemment les fulgurances des couleurs fauves et la rigueur analytique du cubisme.

Changement soudain, alors que la Première Guerre mondiale s'achève en Europe : la terre rude et ocre de Montrouge, en Tarragone, où il passe tous ses étés, lui inspire des compositions...

R. C.

Analyse

Décoloniser les arts

«Les Blancs doivent apprendre à renoncer à leurs privilèges».

Deux ouvrages invitent à déconstruire le mythe d'une culture et d'une société françaises que «des siècles d'esclavage et de colonisation n'auraient pas contaminées».

Décoloniser les savoirs, décoloniser les mentalités, la philosophie... et maintenant décoloniser les arts. Deux ouvrages sont parus en France à quelques jours d'intervalle, les 19 et 23 septembre, qui questionnent les milieux culturels occidentaux, notamment français, et africains. Dans «Décolonisons les arts !», recueil de témoignages, une quinzaine d'artistes travaillant en France dénoncent le racisme auquel ils sont sans cesse confrontés dans leur profession. Théorique et analytique, «Les Miroirs vagabonds ou la décolonisation des savoirs (arts, littérature, philosophie)», de la philosophe franco-algérienne Seloua Luste Boulbina, est davantage tourné vers la situation africaine. Ces deux livres rejoignent en librairie le récent «En quête d'Afrique(s)». «Universalisme et pensée décoloniale», de Souleymane Bachir Diagne et Jean-Loup Amselle.

Concept qui a accompagné les luttes pour l'indépendance, la décolonisation est revenue en force dans l'aire francophone ces dernières années. A tel point que le mot d'ordre décolonial semble dorénavant remplacer le post-colonialisme et s'imposer à qui veut penser les réalités africaines ou diasporiques.

De fait, on assiste à un renouvellement des approches critiques dans les travaux d'historiens, de philosophes, d'économistes, d'anthropologues, de critiques littéraires, comme Françoise Vergès, Souleymane Bachir Diagne, Nadia Yala Kisukidi, Abdourahmane Seck, Ndongo Samba Sylla,

ou encore Achille Mbembe et Felwine Sarr qui réunissent ces chercheurs et artistes lors des Ateliers de la pensée organisés à Dakar depuis 2016. En janvier 2019, ces derniers lanceront même une école doctorale destinée à former sur le continent de jeunes chercheurs.

Persistance d'un mythe

Pourtant, cette lame de fond n'est pas enfermée dans les milieux académiques. Elle touche également le monde artistique des deux côtés de la Méditerranée et rejoint les préoccupations de certains membres de la société civile française qui dénoncent un racisme structurel et militent pour le respect de l'image, du corps et des paroles afrodescendantes.

L'ouvrage «Décolonisons les arts !» fait facilement le lien entre ces deux sphères. Les témoignages d'artistes plasticiens, d'acteurs, de metteurs en scène, d'un rappeur, de commissaires d'exposition, de cinéastes... sont accompagnés de textes d'analyse qui, tels ceux de Françoise Vergès et de Gerty Dambury, apportent une perspective historique et socio-culturelle nécessaire à la compréhension d'un mal français et de la persistance d'un mythe : le racisme n'existerait pas dans le milieu artistique.

«Il est vrai qu'en France la culture a été un lieu de contestation et d'ouverture, explique Françoise Vergès au «Monde». Mais le monde culturel a construit son propre récit en oubliant sa complicité avec la misogynie, le racisme et le sexisme. Persiste cette fiction très occidentale de l'artiste comme génie, à part de la société, sage, dans une France dont le peuple porterait en soi, par nature, la liberté et l'égalité. Ce mythe vivace fait

comme si des siècles d'esclavage et de colonisation n'avaient pas contaminé l'ensemble de la société française».

Dans un effort pédagogique sont définis des concepts apparus dans les milieux militants il y a peu et que les défenseurs d'un universalisme abstrait taxent volontiers d'essentialisme ou de communautarisme. Les auteurs sont prudents et écrivent en introduction : «La "race" n'existe pas mais des groupes et des individus font l'objet d'une "racisation", d'une construction sociale apparentée à une définition historique et évolutive de la "race". Les processus de racisation sont les différents dispositifs – juridiques, culturels, sociaux, politiques – par lesquels des personnes et des groupes acquièrent des qualités (les Blancs) ou des stigmas (les "autres")».

En 2015 s'est créé le collectif «Décoloniser les arts (DLA)» pour dénoncer un racisme structurel qui empêche toute personne non blanche d'accéder à des postes de responsabilité et de direction dans les institutions publiques, ou qui limite les possibilités de rôle pour les acteurs. «Les personnes de couleur ne sont pas à la tête des scènes nationales et elles sont cantonnées à la fonction de vigile ou de femme de ménage, constate Françoise Vergès. Certes, il est question de l'accès aux postes, mais aussi plus largement d'éducation», afin de faire comprendre pourquoi, comme l'écrit Gerty Dambury, «le corps de l'homme noir ou de la femme noire, après avoir été un corps "ridicule et laid", est aujourd'hui un corps victime, un corps souffrant, un corps subalterne, un corps réfugié, un corps-femme-volée ou un corps de toute beauté, à nouveau fortement sexualisés».

Séverine Kodjo-Grandvaux Le Monde

AGEND'ART

Palais de la culture Moufidi-Zakaria d'Alger

Jusqu'au 13 octobre :

Exposition «Ateliers Adjaout, de père en fils» du miniaturiste Mustapha Adjaout.

Jusqu'au 22 octobre :

Exposition du miniaturiste Mustapha Adjaout.

Maison de la culture de Batna

Jusqu'au 9 octobre :

Exposition «Aurès de la révolution» du sculpteur Boubaker Laghrour.

Basilique Notre Dame d'Afrique

Jeudi 11 octobre à 19h30 : Concert «Ballade musicale à trois», animé par Nadia Mécheri, Kheira Mokrane (piano) et Djamel Ghazi (flûte).



Ligue 1 Mobilis (9^e journée)
L'ESS bat le MCO

L'ESS SÉTIF s'est imposée devant le MC Oran sur le score de 1 à 0 (mi-temps : 0-0), dimanche au stade Ahmed-Zabana pour le compte de la 9^e journée de Ligue 1 Mobilis de football. L'ESS Sétif qui a terminé le match à dix contre onze, suite à l'expulsion de leur milieu de terrain, Ait Ouamar (41'), a surpris les locaux sur un but inscrit

à la 83^e minute de jeu par le milieu de terrain oranais Chibane contre son camp. Grâce à cette victoire, les Sétifiens se hissent à la 4^e place du classement général avec 14 points et un match en retard à disputer face à l'O Médéa le lundi 15 octobre. Le MC Oran occupe la 8^e place avec 11 points.

USM Bel-Abbès
Cherif El Ouezzani pressenti à la barre technique

L'ENTRAINEUR Si Tahar Cherif El Ouezzani, qui vient de démissionner du CR Belouizdad, a été officiellement approché par l'USM Bel-Abbès en vue de lui confier la barre technique de son équipe première, a-t-on appris dimanche de ce club de Ligue 1 Mobilis. Le président Abdelghani El Hennani s'est déplacé dimanche à Oran où réside Cherif El Ouezzani pour entamer avec lui les négociations, a-t-on ajouté, précisant que le coach a

donné son accord de principe pour faire son retour à la formation qu'il a menée la saison passée pour remporter la Coupe d'Algérie. Cela se passe au moment où l'entraîneur suisse-tunisien Moez Bouakkaz est toujours en poste, bien que dans le club de la «Mekerra», l'on insiste à dire que «ses jours sont comptés». L'USMBA traverse une mauvaise passe depuis le début de cet exercice.

Pays-Bas (8^e journée)
Darfalou brille avec Vitesse Arnhem



L'ATTAQUANT international algérien de Vitesse Arnhem, Oussama Darfalou, auteur d'un doublé, a étroitement contribué à la large victoire de son équipe contre Heracles (4-0), dimanche pour le compte de la 8^e journée du Championnat des Pays-Bas. La première réalisation est venue sur une passe de Linssen (42'), alors qu'Odegaard l'a servi pour le deuxième but (66'). Avant cela, Noor avait ouvert le score (11') et c'est Buttner qui a clos le festival, à la 73^e minute

pour une victoire finale 4-0. C'était la première titularisation de l'ancien buteur de l'USM Alger qui a rejoint le championnat néerlandais l'été dernier, en étant libre de tout engagement. Darfalou, qui a cédé sa place à Ali (90'+2), porte ainsi son capital à trois buts en onze participations, toutes compétitions confondues depuis son arrivée aux Pays-Bas. Grâce à cette victoire, Vitesse Arnhem se hisse à la 6^e place au classement général.

Circoncision
Les familles Mezahem et Stambouli se joignent à la petite Meriem Mezahem dans le plaisir d'annoncer la circoncision de YOUNÈS, petit frère de Meriem, et saisissent cette heureuse occasion pour souhaiter au bébé longue vie et beaucoup de bonheur.

Equipe nationale
Belmadi débute le stage, Zetchi lui apporte son soutien

■ C'est hier que le coach national, Djamel Belmadi, a débuté son travail avec la sélection pour préparer le match face au Bénin comptant pour la troisième journée des éliminatoires de la CAN 2019.



Belmadi débute les choses sérieuses

Par Mahfoud M.

Les joueurs ont été regroupés hier après-midi au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa pour une première séance de déchargement. Elle sera suivie de trois autres séances d'entraînement qui devraient être suffisantes pour préparer ce match très important pour les «Guerriers du Désert» qui donneront la réplique au onze du Bénin dans un match difficile au stade Tchaker de Blida. Pour le moment, les 23 joueurs convoqués pour cette confrontation ont confirmé leur participation à ce stage et à ce match, puisqu'aucun blessé n'a été enregistré

pour le moment parmi les éléments concernés par cette confrontation, contrairement au précédent stage où deux joueurs avaient déclaré forfait, à savoir Soudani et Abdellaoui. Par ailleurs et pour ce qui est du match retour qui se déroulera à Cotonou le 16 octobre, le staff technique, après accord avec les dirigeants de la FAF, a décidé de se rendre là-bas dimanche prochain pour s'acclimater et prendre ses repères avant la manche retour. Le coach national n'a pas encore pris une décision finale, mais il se pourrait que le départ soit programmé l'après-midi après avoir tenu une séance d'entraînement le matin. Par ailleurs et sur un tout autre plan,

le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, a apporté son soutien au sélectionneur national Belmadi, lors de son intervention avant-hier à l'occasion de sa réunion avec les membres de l'AG pour la région de l'Ouest et du Sud-Ouest. Il avouera qu'il a carte blanche pour choisir l'effectif qu'il souhaite avoir dans l'équipe. Cela intervient après les critiques dont Belmadi a fait les frais de la part de certains qui considèrent qu'il marginalisé les locaux en ne faisant appel à aucun d'eux, mis à part le gardien de l'Entente de Sétif, Mustapha Zeghba.

M. M.

Kheireddine Zetchi
«Saâdane nous a trahis !»

Le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, n'a pas été tendre avec l'ex-DTN, Rabah Saâdane, qui a annoncé sa démission tout récemment, dénonçant un complot et une machination contre sa personne. Zetchi a traité Saâdane de traître, affirmant qu'il n'exclut pas de le voir travailler avec une autre fédération. Pour lui, il n'a pas été loyal avec lui et avec la fédération, en ne déclarant pas ses intentions. Zetchi estime aussi que Saâdane a plus expliqué en détail sa démission qu'il n'a expliqué son plan de travail pour la DTN. Il a tenu à démentir les informations selon lesquelles il avait été interdit de participer au séminaire de la FIFA à Londres, indiquant que c'est lui qui ne s'est pas déplacé à Alger pour donner son passeport afin de lui établir un visa de l'ambassade anglaise. «Le DTN tunisien n'a pas eu son visa aussi mais il n'empêche qu'il n'a pas ameuté la foule et n'a pas démissionné», dira Zetchi qui ne comprend pas aussi le fait que ce dernier parle des réunions qu'il a tenues avec lui et les autres staffs des sélections jeunes. «Est-il interdit d'émettre son avis sur les sélections jeunes étant le président de la FAF ? Je n'ai pas caché ma colère avec l'élimination de la sélection des U 17 car cette dernière a bénéficié de tous les moyens», a déclaré Zetchi qui a indiqué que



Saâdane n'a pas compris apparemment le fonctionnement de la DTN et son rôle avec exactitude. Il a également affirmé que Saâdane avait raté six réunions sur 12 du bureau fédéral et ne se rendait pas aussi à celles du MJS alors que sa présence était requise en tant que DTN.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Colloque

L'UE salue la «qualité» des réformes dans le secteur de la Justice en Algérie

L'UNION européenne (UE) se félicite de la «qualité» des réformes entreprises par l'Algérie dans le secteur de la Justice, en particulier dans le système pénitentiaire, a déclaré hier à Alger le chef de la Délégation de l'Union européenne en Algérie, John O'Rourke.

«Nous nous félicitons de la qualité et de l'ambition des réformes entreprises par l'Algérie dans le secteur de la Justice et en particulier dans le système pénitentiaire ainsi que de la coopération lancée par les deux parties en 2006 pour appuyer l'effort algérien à mettre en place ces réformes», a indiqué M. O'Rourke, lors du colloque sur le thème «Algérie-UE, 10 ans de coopération en matière pénitentiaire, bilan et perspective». Il a affirmé que «depuis 2006, l'Algérie a consenti un effort majeur de réforme de la justice et du système pénitentiaire visant à mettre le secteur en conformité avec les standards internationaux». L'UE a contribué à la réforme pénitentiaire en Algérie à travers deux programmes. Le premier a concerné l'appui de la réforme pénitentiaire de 2008 à 2014 portant sur la réinsertion, la formation des ressources humaines, les systèmes informatiques et la sécurité, alors que le second consiste en le jumelage avec l'administration française et italienne et tend à concrétiser et mettre en œuvre l'Accord d'association entre l'Algérie et l'UE, entre le 16 mai 2016 et le 15 novembre 2018. Parmi les résultats «concrets» de la coopération entre l'Algérie et l'UE, figure notamment l'élaboration du «Référentiel des emplois et compétences» du personnel de la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion (DGAPR), la Charte éthique et le Code déontologique médical, la formation et l'accompagnement des services d'orientation et d'évaluation de quatre établissements pénitentiaires pilote (El Harrach, Béjaïa, Ain Oussara, Oran) pour la mise en œuvre d'outils modernes d'appréciation des risques de comportement violent, dangerosité et psychopathie, a-t-on indiqué auprès de l'UE. Le chef de la Délégation de l'UE en Algérie a affirmé que la participation à ce colloque des administrations pénitentiaires des deux rives de la Méditerranée et de plusieurs pays de la région du Sahel «témoigne du fait que la réforme

pénitentiaire est un défi commun et qu'il est donc primordial de partager nos expériences respectives et de mettre en commun nos savoir-faire». Le chef de la Délégation de l'UE a, à cette occasion, félicité l'Algérie pour la mise en œuvre, en 1993, d'un moratoire sur la peine de mort et pour la poursuite de son application. «A l'occasion de la célébration, dans deux jours, de la Journée internationale contre la peine de mort, je tiens à remercier l'Algérie qui a su mettre, en 1993, un moratoire sur la peine de mort, dans des circonstances très difficiles, et qu'elle continue à appliquer», a-t-il ajouté. De son côté, le secrétaire général du ministère de la Justice, Zouaoui Ladjine, a remercié l'UE pour son accompagnement et son soutien à l'Algérie dans son entreprise des réformes de la justice notamment de son système pénitentiaire. Il a rappelé que l'arsenal pénitentiaire a connu (depuis son lancement en 1999 dans le cadre des réformes de la justice initiées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika) une progression et un ensemble de réformes ayant ciblé le cadre législatif. Ces réformes visaient notamment le renforcement des droits des détenus, l'humanisation des conditions de détention et la concrétisation des meilleurs principes pour la politique de la réinsertion sociale des détenus, a-t-il dit. Il s'agit aussi de l'amélioration du fonctionnement des établissements pénitentiaires suivant les standards internationaux, le renforcement de sa sécurité et la promotion de ses ressources humaines. Le même responsable a indiqué que ces réformes portent, également, sur la modernisation du secteur pénitentiaire, par le biais de la construction d'établissements pénitentiaires en conformité avec les standards internationaux, l'introduction de l'informatique et la planification stratégique dans la gestion des établissements pénitentiaires. Il a révélé, à cette occasion, que «81 nouveaux établissements pénitentiaires sont déjà réalisés ou en cours de construction à travers le territoire national», ajoutant que ces infrastructures viennent remplacer celles datant de l'époque coloniale.

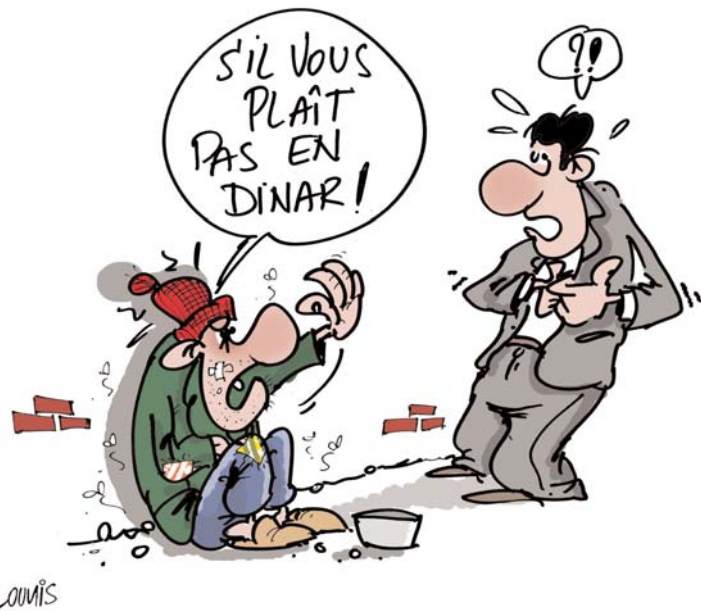
Fatah G./APS

Lignes 1 et 2 (10^e journée)

PAC-CABBA et ASO-JSMS reportés

LES RENCONTRES Paradou AC - CA Bordj Bou Arréridj de Ligue 1 et ASO Chief - JSM Skikda de Ligue 2, comptant pour la 10^e journée du championnat Mobilis, sont reportées à une date ultérieure en raison de la présence de plus de trois joueurs du PAC et de l'ASO en sélection nationale des moins de 21 ans, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP). La sélection algérienne des moins de 21 ans, qui disputera deux matches amicaux contre le Maroc les 12 et 15 octobre à Rabat, a entamé dimanche un stage bloqué qui se poursuivra jusqu'au 16 du même mois. En prévision de cette double confrontation, six joueurs du PAC et quatre de l'ASO figurent dans l'effectif convoqué par le sélectionneur national de cette catégorie, Boualem Charef. Pour rappel, les matchs PAC-CABBA et ASO-JSMS étaient programmés respectivement le 9 et le 13 octobre. R. S.

LE DINAR ALGÉRIEN PERD SA VALEUR



Djalou@hotmail.com

Conditions de vie à Béjaïa

Le trafic routier paralysé sur les deux routes nationales

■ Une action similaire a été organisée il y a quelques semaines seulement. Suite à quoi, une commission de wilaya s'est rendue sur les lieux et des engagements avaient été pris pour installer des ralentisseurs en trois jours, mais rien n'a été fait à ce jour.

Par Hocine Cherfa

Le trafic routier a été paralysé hier dans la wilaya de Béjaïa, notamment sur les RN 12 et 26. La RN 26 reliant Béjaïa à Bouira et Alger a été coupée pour la deuxième journée consécutive à hauteur du lieu-dit «Avadou ou Lakhroub», entre le village agricole (Fenaïa lmathen) et la commune d'El-Kseur. Des dizaines d'habitants de cette bourgade jouxtant la RN 26, administrativement issue de la commune de Fenaïa lmathen, réclament, une nouvelle fois, «l'amélioration de leur cadre de vie». Pour ce faire, ils ont barricadé la route avec des troncs d'arbres, de grosses pierres et autres objets hétéroclites. Selon les protestataires, «le bourg accuse des retards dans tous les domaines». Ils revendiquent la rénovation du réseau d'assainissement, le brachement de leurs foyers au réseau de gaz naturel, l'électrification des dizaines de maisons construites ces dernières années et le renforcement

du transport scolaire. Ils réclament également la pose de ralentisseurs sur la voie afin d'éviter des accidents aux écoliers. Pour rappel, une action similaire a été organisée il y a quelques semaines seulement. Suite à quoi, une commission de wilaya s'est rendue sur les lieux et des engagements avaient été pris pour installer des ralentisseurs en trois jours, mais rien n'a été fait à ce jour. La RN 12 a été également coupée hier à l'bachiren, dans la commune d'Oued-Ghir, par des citoyens qui réclament également l'amélioration de leurs conditions de vie. A l'est de la wilaya, c'est la RN 09 reliant Béjaïa à Sétif qui a été bloquée avant-hier, à hauteur de Merouaha, par des lycéens issus de plusieurs villages enclavés de la municipalité de Kherata. Ils réclament la mise à disposition du transport aux écoliers. L'APC ne semble pas en mesure d'assurer le transport aux lycéens et collégiens toute l'année, vu ses moyens financiers limités et les aides qui tardent à être versées comme chaque année. Une solution partielle a été dégagée lors d'une réunion qui a rassemblé samedi après-midi toutes les associations de la commune et le maire, à l'issue de laquelle l'APC s'est engagée à dégager 340 millions de centimes pour engager des bus privés, pour les trois prochains mois seulement, afin de transporter les 600 collégiens et

lycéens qui parcourent plus de 8 km par jour. Les associations de parents d'élèves devraient aussi contribuer à hauteur de 50% pour assurer le transport pour trois mois. Le problème risque de se poser à nouveau si une solution définitive n'est pas trouvée d'ici là, pensent des parents d'élèves. A l'Imaghdassen Ouada, dans la commune d'Akfadou, l'école primaire du village a été fermée hier par les parents d'élèves à cause de plusieurs carences, dont un portail défectueux, des sanitaires délabrés, une cantine située loin de l'établissement et un manque de sécurité. Selon un parent qui s'est exprimé à la radio, l'école vit un déficit en enseignants et le jumelage des classes de niveaux différents est loin d'être une solution. La pose de ralentisseurs sur la voie est également un point relevé par les mécontents. Hier encore, l'APC de Boukhélifa a été bloquée par les habitants de Biou, entre autres, qui réclament une nouvelle fois la répartition équitable des PCD et des aides allouées dans le cadre du FCCL. Ceci alors qu'au CEM Saïd-Halmouche de Darguina, les corps communs sont en grève. Ils réclament l'amélioration des conditions de travail et le renforcement de l'établissement en personnel, surtout pour la gestion de la cantine scolaire et l'hygiène. H. C.